



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

---

**Achat de composants et périphériques externes de  
micro-ordinateurs, de tablettes et de téléphones  
portables débloqués tout operateur**

---

N° Consultation : F25F009

**Institut polytechnique de Grenoble**  
**DAFA / Service Achats**  
46 avenue Félix Viallet  
38031 Grenoble

Pour la **Direction des Systèmes d'Informations**

Le titulaire de l'accord-cadre est informé qu'il est réputé avoir pleinement accepté les clauses du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

# Sommaire

<b>1. DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET DE L'ACCORD CADRE .....	4
1.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS .....	5
1.3 TYPE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
1.4 MODALITES DE COMMANDE.....	5
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES.....</b>	<b>5</b>
<b>3. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>6</b>
3.1 DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	6
3.2 DELAIS D'EXECUTION.....	6
3.2.1 Jours et heures ouvrés .....	6
3.2.2 Délais de base.....	6
<b>4. PRIX .....</b>	<b>7</b>
4.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES .....	7
4.2 MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX .....	7
4.2.1 Modalités d'application .....	8
4.2.2 Promotion et remises exceptionnelles :.....	9
<b>5. REGIME FINANCIER APPLICABLE.....</b>	<b>9</b>
5.1 GARANTIE FINANCIERE .....	9
5.2 AVANCE.....	9
5.3 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	10
5.3.1 Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
5.3.2 Présentation des demandes de paiement.....	10
5.3.3 Délai global de paiement .....	11
5.3.4 Paiement des cotraitants .....	11
5.3.5 Paiement des sous-traitants .....	11
<b>6. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>	<b>11</b>
6.1 LIEUX ET MODALITES D'EXECUTION .....	11
6.2 ACHATS SUR CATALOGUE(S).....	12
6.3 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
6.3.1 Conditions générales .....	13
6.3.2 Organisation des échanges et du suivi commercial .....	13
6.3.3 Documentation.....	13
6.3.4 Evolution des produits .....	13
6.3.5 Suivi de gamme .....	14
6.3.6 Normes .....	14
6.3.7 Statistiques .....	14
6.4 COMMANDES URGENTES .....	14
6.5 MODALITES DE COMMANDES.....	14
6.6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	15
6.7 ASSURANCE ET RESPONSABILITE .....	16
6.7.1 Responsabilité .....	16
6.7.2 Assurance.....	17
6.8 DEVELOPPEMENT DURABLE .....	17

<b>7.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>17</b>
7.1	VERIFICATIONS .....	17
7.2	DECISION APRES VERIFICATIONS.....	17
<b>8.</b>	<b>GARANTIE .....</b>	<b>18</b>
<b>9.</b>	<b>PENALITES.....</b>	<b>18</b>
9.1	DISPOSITIONS D'APPLICATION .....	18
9.2	PENALITES DE RETARD .....	18
9.3	PENALITES POUR INDISPONIBILITE DANS LE CADRE DE LA GARANTIE .....	19
9.4	PENALITES DE TRAVAIL DISSIMULE .....	19
<b>10.</b>	<b>MODIFICATION DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>19</b>
10.1	DISPOSITIONS GENERALES .....	19
10.2	CESSION DE L'ACCORD CADRE .....	19
10.3	EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES .....	20
10.4	CLAUDE DE REEXAMEN.....	20
10.4.1	<i>Conditions générales de la clause de réexamen .....</i>	<i>20</i>
10.4.2	<i>Modification du contenu technique ou économique du marché .....</i>	<i>20</i>
10.4.3	<i>Élargissement du périmètre d'exécution .....</i>	<i>21</i>
<b>11.</b>	<b>SUSPENSION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>21</b>
11.1	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES RENDANT TEMPORAIREMENT IMPOSSIBLE LA POURSUITE DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	21
<b>12.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>22</b>
12.1	CONDITIONS DE RESILIATION.....	22
12.2	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE .....	22
<b>13.</b>	<b>REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES .....</b>	<b>22</b>
<b>14.</b>	<b>CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>23</b>
14.1	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	23
14.2	CLAUDE LIMITATIVE DU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE .....	23
<b>15.</b>	<b>DEROGATIONS .....</b>	<b>24</b>
<b>16.</b>	<b>ANNEXE RGPD .....</b>	<b>25</b>

# 1. Dispositions générales de l'accord-cadre

## 1.1 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : **l'achat de composants et de périphériques externes de micro-ordinateurs, de tablettes (à l'exclusion des tablettes sous iOS d'Apple) et de téléphones portables débloqués tout opérateur.**

La nature des prestations, ainsi que les spécificités techniques de leur exécution, sont définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'ensemble des composants et services de l'Institut polytechnique de Grenoble est concerné par le présent accord-cadre. Les principales adresses de livraison sont listées à l'annexe A du CCTP. Cette liste est fournie à titre indicatif et pourra évoluer en cours d'exécution sans surcoût, notamment en cas de livraison vers d'autres sites de Grenoble INP – UGA.

Les fournitures concernées relèvent des familles de produits suivantes :

- Tablettes Android ou Windows ;
- Téléphones mobiles non verrouillés ;
- Pièces détachées informatiques et composants internes (RAM, disques durs, cartes, etc.) ;
- Webcams ;
- Écrans (standards et incurvés) ;
- Claviers et souris ;
- Stations d'accueil ;
- Casques audio, speakerphones et accessoires de visioconférence ;
- Périphériques informatiques divers ;
- Réseaux et connectique (cuivre et optique) ;
- Adaptateurs, alimentations, chargeurs et batteries (internes et externes) ;
- Boîtiers de stockage externes ;
- Cartes mémoire et lecteurs de cartes ;
- Accessoires de transport (sacoches, housses, sacs à dos...) ;
- Accessoires de protection (verrous, câbles antivols, filtres de confidentialité...) ;
- Accessoires divers (hubs USB, piles, chargeurs de piles, etc.).

- Équipements et accessoires ergonomiques pour postes de travail (supports d'écran, repose-pieds, bras articulés, souris verticales, claviers ergonomiques, coussins lombaires, etc.)

Le titulaire s'engage à ne pas prendre en compte la commande de fournitures n'appartenant pas aux familles de produits définies ci-dessus.

## **1.2 Décomposition en tranches et lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots

## **1.3 Type de l'accord-cadre**

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, sans montant minimum avec un montant maximum annuel de 500.000 € en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-4 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Le contrat fixe toutes les conditions d'exécution des prestations et sera exécuté par l'émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par l'Institut polytechnique de Grenoble au fur et à mesure des besoins.

## **1.4 Modalités de commande**

Les modalités de commande sont définies à l'article 6.5 du présent CCAP.

## **2. Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG -FCS., les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes 2 (Bordereau des prix unitaires) et 3 (Taux de remise sur tarifs publics pour les achats sur catalogue(s))
- Le ou les catalogue(s) du titulaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe A.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cas échéant, le fichier questions réponses
- Le cadre de réponse annexe 1 à l'acte d'engagement du titulaire et ses éventuelles annexes,
- Les bons de commandes

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toutes clauses de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre de l'accord-cadre sont réputées non écrites.

### **3. Durée et délais d'exécution**

#### **3.1 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **12 mois** à compter de la date de notification soit à la date d'accusé réception des pièces contractuelles par le titulaire.

Il est reconduit tacitement jusqu'à son terme par période maximale de **12 mois**. La durée totale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, ne pourra pas excéder **48 mois**. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Pour toute reconduction inférieure à 12 mois l'acheteur devra adresser une décision écrite au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre en précisant la durée de reconduction de l'accord-cadre.

La reconduction inférieure à 12 mois ainsi que l'absence de reconduction du présent accord cadre ne donne pas droit à indemnité. Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord cadre ne peut s'opposer à la reconduction de l'accord-cadre.

Par exception, si le montant maximum annuel fixé à l'article 1.3 du présent CCAP pour une période en cours est atteint avant son terme, la reconduction tacite s'opère de manière anticipée à compter de la date d'atteinte de ce montant. La période suivante débute alors immédiatement.

#### **3.2 Délais d'exécution**

##### **3.2.1 Jours et heures ouvrés**

On entend par jours ouvrés les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exception des jours fériés et des éventuelles périodes de fermeture des différentes structures de l'Institut polytechnique de Grenoble.

On entend par heures ouvrées les périodes de 9H à 12H et de 14H à 17H d'un jour ouvré.

##### **3.2.2 Délais de base**

###### **3.2.2.1 Délai de livraison**

Les délais de livraison sont de **15 jours ouvrés maximum à compter de la notification du bon de commande**. Pour toute commande envoyée par mail, le point de départ de la date de notification de la commande sera la date de l'accusé de réception du mail.

Le titulaire s'engage à livrer tous les jours ouvrés.

### **3.2.2.2 Délai de prise en charge en cas de dysfonctionnement**

En cas de dysfonctionnement d'un produit couvert par la garantie, le titulaire s'engage à organiser la reprise et le remplacement du matériel dans un délai maximum de 30 jours ouvrés à compter du signalement par l'acheteur.

Ce délai inclut l'ensemble des opérations nécessaires (validation du retour, récupération du produit, envoi du matériel de remplacement ou réparé).

## **4. Prix**

### **4.1 Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par application :

- Soit par application des prix unitaires remisés figurant dans le bordereau des prix (cf. annexe 2 – BPU à l'acte d'engagement), correspondant à une sélection de produits pour lesquels le titulaire a proposé un tarif net, établi à partir d'un prix catalogue diminué d'une remise intégrée ;
- Soit par application des prix publics issus du catalogue du titulaire, diminués du taux de remise contractuel indiqué pour chaque famille de produits tel qu'indiqué dans l'annexe 3 à l'acte d'engagement (remises sur catalogue).

Le taux de remise consenti par le titulaire, cf. annexes 2 et 3 à l'acte d'engagement est ferme pendant toute la durée de l'accord-cadre, y compris en cas de reconduction. Le titulaire pourra cependant, à tout moment, proposer une amélioration de ses conditions tarifaires, par une augmentation du taux de remise, qui sera formalisée par avenant.

En application de l'article 10.1.3 du CCAG.-FCS., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **4.2 Modalités de variations des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement par le candidat ; ce mois est appelé « mois zéro ».

- Révision : Bordereau des prix unitaires cf. annexe 2 à l'acte d'engagement

Les prix unitaires remisés (avec ou sans extension de garantie) sont révisés en cas de reconduction, à la date de cette dernière, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

**$P = (P_o \times I_n/I_o)$  dans laquelle :**

$P$  : prix révisé hors taxes ;

$P_o$  : prix hors taxes indiqué dans l'accord-cadre, au mois zéro ;

$I_n$  : valeur de l'indice lue au moment du calcul de la révision ;

Io : valeur de l'indice au mois zéro.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera la dernière valeur lue à la date à laquelle commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

L'indice de référence est publié sur le site Internet de l'INSEE à l'adresse suivante : <http://www.indices.insee.fr>.

**Identifiant : 010765089** : "Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques"

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'indice de remplacement publié ;
- si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir d'un commun accord, un indice similaire.

- Ajustement : Prix du catalogue avec remises déduites, cf. annexe 3 à l'acte d'engagement

Les autres prix catalogues du titulaire sont ajustables par référence aux tarifs ou barème propres au titulaire, pour chaque période de reconduction éventuelle et ce, à la fin de la période initiale de l'accord-cadre.

#### **4.2.1 Modalités d'application**

##### Transmission :

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix et/ou sa demande d'ajustement des prix à l'acheteur au moins un mois avant la date effective de révision ou d'ajustement des prix. La demande doit être envoyée par courriel au responsable du suivi de l'accord cadre : **[dsi.finance@grenoble-inp.fr](mailto:dsi.finance@grenoble-inp.fr)** et à **[marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr)**

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ou d'ajustement ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

##### Arrondis :

Après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

##### Clause de sauvegarde :

La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique : Si l'augmentation des prix résultant de la révision et/ou de l'ajustement est supérieure à **3,00%**, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.



#### **4.2.2 Promotion et remises exceptionnelles :**

Dans le cas où le titulaire offrirait à sa clientèle des promotions ou remises exceptionnelles plus avantageuses que les conditions de l'accord-cadre, l'acheteur devra en être avisé pour en profiter. Les conditions promotionnelles seront mentionnées précisément sur les factures correspondantes.

Le titulaire devra informer au préalable l'Institut polytechnique de Grenoble, avec un préavis de quinze jours avant la date effective d'entrée en vigueur de l'offre promotionnelle. Ces prix s'appliqueront alors aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs au prix net résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

Au terme de la durée de validité de la promotion, les prix prévus à l'accord-cadre seront de nouveau applicables.

### **5. Régime financier applicable**

#### **5.1 Garantie financière**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

#### **5.2 Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande (y compris après en cas de marché subséquent) d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de la recommandation de la commission des communautés européennes n°2003/361/CE.

Aux fins du calcul du montant de l'avance prévu à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, la durée du bon de commande s'entend comme ne prenant pas en compte la durée de la garantie.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant marché subséquent ou du bon de commande. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

### **5.3 Modalités de règlement des comptes**

#### **5.3.1 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué suivant les conditions ci-après :

- 100% à l'admission.

Des paiements partiels définitifs peuvent être réalisés en cas de livraisons partielles, dès lors que les fournitures livrées sont autonomes, utilisables en l'état, et admises par l'acheteur.

Chaque facture partielle devra mentionner précisément les éléments livrés et admis, ainsi que la référence au bon de commande concerné.

#### **5.3.2 Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture

N°SIRET de l'Institut d'ingénierie et de Management de Grenoble : 193 819 125 00017

2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné

### **5.3.3 Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **5.3.4 Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### **5.3.5 Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **6. Conditions particulières d'exécution**

### **6.1 Lieux et modalités d'exécution**

Lieux d'exécution : Grenoble et agglomération, Valence et agglomération

Le titulaire devra désigner un interlocuteur unique chargé de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre. Celui-ci doit répondre aux sollicitations de l'acheteur pour la mise en place de l'accord cadre et pour un suivi périodique des prestations, ou ponctuelles en cas de défaillance.

## 6.2 Achats sur catalogue(s)

Pour toute commande, l'acheteur privilégiera les fournitures figurant dans le bordereau des prix unitaires (BPU) joint en annexe 2 à l'acte d'engagement.

Des commandes sur catalogue restent possibles notamment dans le cas où la référence souhaitée n'est pas disponible au BPU, ou lorsque les spécificités techniques du besoin ne peuvent être satisfaites par une configuration du BPU.

Le titulaire s'engage à ne pas prendre en compte la commande de fournitures n'appartenant pas aux familles de produits définies dans le présent cahier des clauses particulières. Pour ce faire, il met en œuvre les moyens décrits dans son offre conformément à l'article 2.7 du CCTP.

Le titulaire sera rémunéré sur la base du tarif communiqué dans son offre, auquel il sera appliqué le taux de remise sur catalogue précisé par le titulaire dans son offre.

En cas de modification ou de changement du catalogue, le titulaire a pour obligation de communiquer à l'acheteur, dans les meilleurs délais et à titre gratuit, le nouveau catalogue applicable.

Dès la notification de l'accord-cadre et à chaque révision des prix/modification et/ou changement du catalogue, le titulaire devra fournir le nombre de catalogues demandé par l'acheteur.

Le catalogue et/ou le document tarifs devra faire apparaître, au minimum, les éléments suivants :

- la référence du produit ;
- sa page dans le catalogue ;
- sa désignation ;
- sa marque ;
- son conditionnement ;
- son prix public unitaire HT et son prix TTC.

De plus, le titulaire fournira ses tarifs sur un fichier transmis par voie électronique au service achats.

Conformément à l'article 2.7 du CCTP, le titulaire s'engage, quel que soit le canal de commande utilisé, à ne proposer ou traiter que des fournitures relevant des familles de produits définies dans le présent cahier des clauses particulières.

A ce titre par exemple, s'il dispose d'une plateforme de commande électronique, s'engage à n'intégrer dans son catalogue que les produits appartenant aux familles de produits définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières. Cette exigence s'applique également en cas d'utilisation d'autres modes de commande ou de diffusion du catalogue (catalogue papier, fichier numérique, devis transmis par courriel, etc.).

Par ailleurs, les références et tarifs des produits devront être mis à jour en cas de modification dans un délai raisonnable.

Lorsque l'acheteur sollicite un devis pour une fourniture issue du ou des catalogues du titulaire, ce dernier dispose d'un délai maximal de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande pour transmettre son devis, conforme au taux de remise annoncé dans son offre.

## **6.3 Conditions d'exécution des prestations**

### **6.3.1 Conditions générales**

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

**Les prestations doivent être conformes aux dispositions du bon de commande. Les prestations doivent être exécutées aux dates, aux heures et sur les lieux précisés dans le bon de commande.**

La durée maximale d'exécution des bons de commande ne pourra excéder 3 mois.

### **6.3.2 Organisation des échanges et du suivi commercial**

Cf. Article 2.7 du CCTP.

### **6.3.3 Documentation**

Les matériels et la documentation seront livrés, sans supplément de prix, en même temps. Le titulaire doit fournir les documentations d'utilisation, d'administration et d'exploitation en langue française et dans la langue du fabricant. Ces documentations doivent couvrir de manière exhaustive l'ensemble des éléments de la configuration livrée, matériels et logiciels inclus.

Le titulaire doit remettre :

- Un exemplaire papier par configuration livrée ;
- Le cas échéant, un exemplaire sur support informatique, un lien internet...).

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à fournir de façon périodique, sans supplément de prix, les éventuelles mises à jour des documents par tout moyen (Internet ou autre) et de manière générale, il s'engage à communiquer toute information permettant de juger du caractère pertinent de sa documentation.

Lorsque la documentation n'accompagne pas les matériels ou lorsqu'elle est incomplète ou rédigée dans une autre langue que le français, il est considéré par les parties que la prestation n'est pas exécutée. Le cas échéant, les pénalités pour retard imputable au titulaire sont décomptées jusqu'à la livraison complète et correcte de l'ensemble commandé.

### **6.3.4 Evolution des produits**

Au regard de l'évolution technologique rapide du marché informatique, le titulaire peut, pendant la durée de validité de l'accord cadre :

- Apporter des modifications sur ses matériels objets de l'accord cadre en vue de leur amélioration ;
- Remplacer un matériel par son équivalent intégrant des évolutions, tant qu'ils s'inscrivent dans le champ de l'accord cadre. Il peut s'agir notamment de nouveaux produits devant remplacer d'autres produits figurant au catalogue destiné à l'ensemble de la clientèle du titulaire et dont la commercialisation cesse.

La substitution d'un produit par un autre est possible dans la mesure où les caractéristiques et les fonctionnalités sont les mêmes ou au moins équivalentes techniquement et dont le prix est, au plus, égal au matériel remplacé ou modifié.

La substitution est subordonnée à l'accord préalable de l'acheteur. Le titulaire est tenu de l'informer, par courrier recommandé avec accusé de réception, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ses matériels. Cette information devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements et des prix.

Les produits de substitution, comme définis ci-dessus, sont introduits dans l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, si l'acheteur n'a pas fait d'observation dans le délai d'un mois à compter de la réception du courrier correspondant du titulaire.

#### **6.3.5 Suivi de gamme**

Le titulaire s'engage à assurer un suivi de gamme sur 12 mois à compter de la première livraison du matériel de la gamme considérée.

#### **6.3.6 Normes**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes françaises et européennes en vigueur à la date de livraison.

#### **6.3.7 Statistiques**

Le titulaire devra être en mesure de produire gratuitement à la demande de l'Institut polytechnique de Grenoble, les statistiques concernant les fournitures vendues, classées par catégorie d'articles pour l'ensemble de l'Institut.

### **6.4 Commandes urgentes**

Pour répondre à des interventions urgentes, les différents services de l'Institut polytechnique de Grenoble pourront être amenés à effectuer des commandes urgentes.

Dans le cas d'une commande urgente, le titulaire précisera, dans le cadre de réponse, les modalités de commande (émission des commandes, délais de livraison) et les produits exclus d'une commande urgente.

### **6.5 Modalités de commandes**

Les commandes seront émises au fur et à mesure des besoins par les différents services de l'Institut polytechnique de Grenoble sans qu'aucun minimum de commande ne puisse être imposé à l'acheteur.

Seuls les bons de commande datés et signés par un représentant habilité pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande sont adressés au titulaire sur support papier ou par voie dématérialisée à l'adresse indiquée dans l'offre du titulaire. Le titulaire renvoie immédiatement à l'acheteur un accusé réception.

Les mentions figurant sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

- la désignation des fournitures commandées ;
- la quantité commandée ;
- le(s) délai(s) d'exécution (= date de livraison) ;
- le(s) lieu(x) de livraison ainsi que les horaires de livraison ;
- les prix HT et TTC de la commande ;
- le nom de la personne à contacter le jour de la livraison.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le cas échéant, lorsqu'un besoin ne figure pas au BPU, l'acheteur peut solliciter le titulaire pour obtenir une proposition tarifaire sur la base de son catalogue. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de cinq jours ouvrés pour transmettre un devis mentionnant le prix après application de la remise figurant dans son offre.

Les bons de commande prendront effet à compter de leur notification au titulaire.

Le titulaire s'engage à n'accepter aucune commande par téléphone.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité du marché public. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

## **6.6 Obligations du titulaire**

### Obligation d'information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

### Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

### Obligation d'information :

Il lui appartient également de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre t afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

### Obligation de confidentialité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors accord-cadre ou à l'issue de son exécution. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

#### Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 6.3. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

## **6.7 Assurance et responsabilité**

### **6.7.1 Responsabilité**

Conformément à l'article 18 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par l'acheteur.

Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'acheteur ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans l'accord-cadre.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.



### **6.7.2 Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire fournit l'attestation de responsabilité civile sur demande expresse de l'acheteur.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **6.8 Développement durable**

Le titulaire vise à réduire l'impact écologique des prestations. À ce titre, il devra satisfaire aux exigences décrites à l'article 2.6 du CCTP, notamment en matière de :

- réduction de l'impact écologique des prestations (optimisation des emballages, limitation des déchets, conditionnement recyclé ou recyclable, etc.) ;
- livraison groupée et recours à des moyens de transport à faible émission ;
- proposition de matériels économes en énergie (labellisés Energy Star, EPEAT ou équivalents) et, autant que possible, constitués de matériaux recyclables ;
- gestion des équipements en fin de vie (possibilité de reprise ou de valorisation, si proposée dans son offre).

Le titulaire met en œuvre dans son organisation et ses pratiques les moyens nécessaires pour atteindre ces objectifs et assurer une exécution écoresponsable du marché. Il précisera dans son offre les mesures concrètes qu'il entend mettre en œuvre à ce titre.

## **7. Constatation de l'exécution des prestations**

### **7.1 Vérifications**

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire.

Des vérifications approfondies sont ensuite effectuées dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de livraison (hors périodes de fermeture des locaux) conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS. Les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **7.2 Décision après vérifications**

À l'issue de chacune des opérations de vérifications (simples puis approfondies), le service destinataire prend une décision d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes à la commande sont retournés dans leur emballage d'origine au titulaire concerné, aux frais de celui-ci ; il a la charge complète de les remplacer dans les délais et selon les modalités de livraison contractuels. Pour les produits volumineux, le titulaire s'engage à procéder à la mise au point sur place ou à les échanger. Les frais liés au remplacement de ces produits défectueux sont à la charge du titulaire.

## 8. Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an, ou d'une durée supérieure si le candidat le prévoit expressément dans son offre sans surcoût, dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Certains articles définis dans le bordereau des prix en annexe 2 de l'acte d'engagement pourront bénéficier d'une extension de garantie de 3 ou 5 ans.

Le détail des exigences liées à la garantie, notamment les conditions d'extension, les modalités d'intervention, et les exigences de couverture, est précisé à l'article 2.5 du CCTP.

Le titulaire indique dans son offre la durée de garantie applicable à chaque produit, ainsi que l'ensemble des modalités associées.

## 9. Pénalités

### 9.1 Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sauf mention contraire expresse.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG.- FCS., la disposition selon laquelle le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € H.T n'est pas applicable au présent accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire sera défalqué directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

### 9.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG.-FCS., lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité journalière de **1 % du montant total hors taxes (HT) du bon de commande**, dans la limite d'un plafond de 25 % du montant HT.

Lorsque le retard **excède quarante-cinq (30) jours calendaires** à compter de la date contractuelle d'exécution, et sauf justification recevable apportée par le titulaire, l'acheteur pourra procéder à l'annulation de la commande, par décision unilatérale, et appliquer une **pénalité complémentaire de 50 % du montant total HT du bon de commande**, sans préjudice des pénalités journalières déjà encourues.

Avant l'application définitive des pénalités de retard, le titulaire sera invité à produire, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur, tout élément permettant de justifier le retard ou d'en atténuer les conséquences. Cette procédure n'est pas suspensive de l'application des pénalités, mais les observations transmises pourront conduire l'acheteur à moduler ou à ne pas appliquer tout ou partie des pénalités prévues, au regard des circonstances et du préjudice subi.

Il incombe au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la livraison dans les meilleures conditions, notamment en contactant en amont les services destinataires afin de convenir des modalités pratiques de livraison (prise de rendez-vous, coordination logistique...).

Ces pénalités s'appliquent à tout délai d'exécution de prestation (par exemple le délai de remise de devis) et ne porte pas uniquement sur la livraison. En ce qui concerne la livraison, elles s'appliquent aussi bien aux livraisons initiales, qu'en cas de remplacement d'un produit non conforme ou défectueux.

### **9.3 Pénalités pour indisponibilité dans le cadre de la garantie**

Cf. article 2.5 du CCTP.

En cas de non-respect des délais indiqués dans le cadre de la garantie, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de **100 € par jour de retard**.

### **9.4 Pénalités de travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 5% du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **10. Modification de l'accord cadre**

### **10.1 Dispositions générales**

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre conformément aux articles R2194-1 à 10 du code de la commande publique.

### **10.2 Cession de l'accord cadre**

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie de l'accord-cadre (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur. La demande doit être adressée à l'adresse

suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr). De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences.

Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : [marches@grenoble-inp.fr](mailto:marches@grenoble-inp.fr). Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

### **10.3 Evolutions réglementaires**

L'accord-cadre est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale de l'accord-cadre ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

### **10.4 Clause de réexamen**

#### **10.4.1 Conditions générales de la clause de réexamen**

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications en cours d'exécution, sans nouvelle mise en concurrence, dans les cas et selon les modalités définies ci-après. Ces modifications peuvent être mises en œuvre à l'initiative de l'acheteur ou sur demande motivée du titulaire, et donnent lieu, selon leur nature, à une décision écrite de l'acheteur ou à un avenant formel.

La présente clause de réexamen a pour objet de permettre l'adaptation du marché à des évolutions intervenant en cours d'exécution, dès lors que ces modifications sont nécessaires à la bonne exécution des prestations, cohérentes avec les besoins couverts par le marché initial, et restent strictement rattachées à l'objet et au domaine fonctionnel du présent accord-cadre.

Les modifications doivent conserver l'économie générale du contrat, ne pas porter atteinte aux conditions essentielles de la mise en concurrence initiale, et ne pas avoir pour effet de transformer substantiellement le marché en un marché de nature différente.

En tout état de cause, les modifications envisagées au titre de la présente clause ne devront pas entraîner une augmentation supérieure à 30 % du montant initial du marché.

La présente clause s'applique notamment dans les cas suivants :

#### **10.4.2 Modification du contenu technique ou économique du marché**

Lorsque des évolutions techniques ou des besoins nouveaux rendent certaines références du bordereau des prix unitaires (BPU) ou du ou des catalogues inadaptées, indisponibles, obsolètes ou insuffisamment pertinentes, l'acheteur peut procéder à leur retrait, à leur remplacement, ou à l'ajout de références nouvelles.

Le titulaire s'engage à proposer spontanément, ou à la demande de l'acheteur, des références équivalentes ou améliorées, y compris en cas d'évolution technologique, de changement de conditionnement, ou de constat d'inadéquation à l'usage. Il peut également être demandé

l'ajout de prestations complémentaires dans le BPU ou de nouveaux taux de remise sur catalogue public.

Sur demande écrite de l'acheteur, le titulaire est tenu de fournir les justificatifs de prix pour les nouvelles prestations. Dans le cas où le représentant de l'acheteur ne serait pas d'accord sur les prix proposés ceux-ci seraient déterminés :

- Soit, en premier lieu, par accord amiable entre les deux parties.
- Soit, en cas de désaccord persistant, par voie de consultation, le représentant de l'acheteur se réservant le droit, dans ce cas de faire exécuter les prestations par une entreprise de son choix.

Les prix nouveaux seront des prix unitaires, sauf indication contraire ils sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre. Les prix acceptés sont notifiés par avenant.

#### **10.4.3 Élargissement du périmètre d'exécution**

Dans l'hypothèse où l'Institut polytechnique de Grenoble viendrait à intégrer de nouvelles structures, telles que des composantes de formation, des plateformes technologiques ou des laboratoires de recherche, cette évolution institutionnelle ou géographique pourra justifier une adaptation du périmètre d'application du marché.

Cette adaptation pourra inclure, le cas échéant, l'extension de la couverture du marché à ces nouveaux sites, sans modification de son objet.

## **11. Suspension des prestations**

### **11.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles rendant temporairement impossible la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre**

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 15 jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

## **12. Résiliation de l'accord-cadre**

### **12.1 Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS.

L'acheteur peut également faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements produit à l'appui de sa candidature ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

### **12.2 Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre.

En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **13. Règlement des litiges et langues**

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité de l'accord-cadre, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

## **14. Clauses complémentaires**

### **14.1 Marchés de prestations similaires**

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

### **14.2 Clause limitative du principe d'exclusivité**

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur, dans un délai de 5 jours ouvré, de son impossibilité à exécuter la prestation demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai.
- Cette impossibilité =ne doit pas amenerle titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En en cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP..
- Si le titulaire ne propose pas l'article recherché.
- En cas de dépassement du délai de remise de devis de 5 jours ouvrés pour les demandes de devis
- En cas de prix manifestement incohérents par rapport au marché ou en contradiction avec le BPU.
- En cas de désaccord sur la fixation de nouveaux prix pour des besoins hors BPU.

Le titulaire n'est pas empêché de répondre à d'éventuelles consultations lancées par l'acheteur pour des besoins hors du présent accord-cadre.

## **15. Dérogations**

- L'article 6.5 du présent document déroge 3.7.2 du CCAG-FCS
- L'article 2 du présent document déroge à l'article 4.1 du CCAG.-FCS.
- L'article 9.1 du présent document déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.
- L'article 9.2 du présent document déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS..
- L'article 6.7.2 du présent document déroge à l'article 9.2 du CCAG-FCS.
- L'article 12.1 du du présent document déroge à l'article 42 du CCAG-FCS



## 16. Annexe RGPD

### ANNEXE RELATIVE À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET A L'OBLIGATION DE SÉCURISATION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

#### Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP-UGA  
Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

#### Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante : **Achat de composants et périphériques externes de micro-ordinateurs, de tablettes et de téléphones portables débloqués tout opérateur**

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées **l'achat de composants et périphériques externes de micro-ordinateurs, de tablettes et de téléphones portables débloqués tout opérateur** dans les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble.

#### Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 3.1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) de l'accord-cadre.

#### Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

#### Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent accord-cadre;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;

- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de accord-cadre;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.